



L'état de l'intégration colombo-venezuelienne: Le “ dessous ” informel et illégal du processus

Amanda Andrade Benitez

► To cite this version:

Amanda Andrade Benitez. L'état de l'intégration colombo-venezuelienne: Le “ dessous ” informel et illégal du processus. Territoires et Sociétés dans les Amériques, Nov 2007, Rennes, France. 7 p. halshs-00252043

HAL Id: halshs-00252043

<https://shs.hal.science/halshs-00252043>

Submitted on 12 Feb 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



L'état de l'intégration colombo-vénézuélienne Le « dessous » informel et illégal du processus

Amanda Andrade Benitez^{1,A}

¹ EHESS - Paris
54, boulevard Raspail, 75006 Paris

andrabe@gmail.com

^A Doctorant

Résumé : L'intégration colombo-vénézuélienne présente un axe des rapports qui prend forme à travers des petites pratiques à la limite de l'illégalité et de l'informalité. Celles-ci se caractérisent par leur développement dans l'enceinte frontalière. Les acteurs sont vus comme des problèmes à résoudre par les autorités. Pourtant, ils font partie du système d'intégration et rendent compte d'une trame complexe et riche qui nous montre un autre aspect de l'intégration locale-frontalière ou le dessous, invisible dans les discours officiels binationaux, mais bien visible sur le terrain.

Mots-Clés: intégration Colombie Vénézuéla, frontière, commerce informel.



1. Introduction

La dynamique informelle de l'intégration fait partie de ce processus à l'échelle frontière colombo-venezuelienne. Composée par des activités dont la plupart ne comptent pas dans l'intégration binationale, cet aspect représente une face cachée qui a du mal à se faire reconnaître comme partie intégrante d'un système binational de plus en plus performant sur le plan économique, mais très éloigné de l'intégration locale et à une petite échelle.

Notre cas d'étude se concentre sur le territoire qui a souvent été souligné dans la littérature en général comme celui de plus grand dynamisme en Amérique du sud : la frontière entre la Colombie et le Venezuela. Celle-ci a une longueur de 2219 kilomètres avec des enceintes formées par : La Guajira ; César, Perijá et le sud del Lago de Maracaibo ; Táchira et Norte de Santander ; Apuré y Arauca ; Vichada, Guainía et l'Estado Amazonas. Le principal point de contact est celui du Táchira et Norte de Santander, de par l'importance de son activité économique et sociale. Les échanges commerciaux binationaux atteignent presque U\$4.000 milliards pour cette année dont la plupart en produits manufacturés. Cette enceinte constitue le point de passage privilégié de cette activité commerciale.

Pourtant, ce processus commercial est soumis à une critique générale aux pays andins : le gros des échanges se fait entre les grandes régions industrielles des ces nations sans compter avec les régions frontalières, qui en même temps sont celles de moindre développement humain.

Il y a alors une intégration commerciale « grosse », séparée des régions frontalières même si la plupart du commerce passe à travers celles-ci. Le regard que l'on porte sur ces territoires est inchangé, ils sont appelés « zones grises communes »¹. Aujourd'hui, ces zones sont militarisées à cause des problèmes liés aux activités illicites qui se sont internationalisées et agissent des deux cotés, obligeant les deux pays à faire des alliances militaires binationales pour combattre la délinquance. Sur l'aspect politique, la centralisation du pouvoir et le peu de marge de manœuvre des acteurs locaux empêchent le rapprochement local-transfrontalier.

2. Le difficile voisinage entre la Colombie et le Venezuela

Depuis presque deux cents ans de voisinage, après l'indépendance de l'Espagne au XIXe siècle, les rapports entre ces deux pays sont passés par des moments de tension et de distension, selon le mot des experts. On souligne habituellement que la base des tensions se trouve dans le traumatisme causé par la démarcation des lignes frontalières.

On a eu besoin de presque un siècle et l'arbitrage de l'Espagne et de la Suisse pour déterminer les lignes de division territoriale. Pourtant, ce fait a laissé des sentiments de perte territoriale dans les deux pays. En outre, la division des lignes marines et sous-marines a été l'occasion de confrontations pas seulement entre les deux pays mais aussi au niveau interne dans les périodes électorales. Ils n'ont toujours pas trouvé un chemin d'entente.

¹ Torres, Javier, (1999) : « Venezuela y Colombia : Seguridad Nacional y ¿Ciudadanía ? », **Colombia Venezuela Agenda Común para el Siglo XXI**, Ramírez Socorro et Cadenas José, p. 210



On trouve alors un agenda de voisinage négatif causé par des actions illégales qui prennent des formes et des priorités thématiques différentes suivant le côté de la frontière. Pour le Venezuela, il est aujourd'hui indispensable de contenir l'extension du conflit colombien, qui a pour conséquence l'intrusion des paramilitaires et de la guérilla sur son territoire, ainsi que la migration de colombiens qui y trouvent refuge, fuyant la violence et le déplacement forcé. Pour la Colombie, les priorités concernent les sujets liés à la coopération judiciaire dans la poursuite des trafiquants de drogue et des guérilleros ainsi que le contrôle des activités de commerce illégal.

C'est le processus d'intégration commerciale impulsé au début des années 1990 par des présidents, originaires des territoires frontaliers, V. Barco (1986- 1990) et C.A. Pérez (1989-1994) qui a donné une tournure plus positive à ce voisinage difficile. Après 17 ans, la performance des agents économiques de deux pays est assez forte pour surmonter des événements si graves que le cas Granda², qui a failli créer une fermeture totale de la frontière et une rupture des rapports politiques.

Malgré cela, les effets économiques à moyen et a long terme ne se sont pas fait sentir sur l'échange commercial. Aujourd'hui, ce processus d'intégration est une priorité binationale, avec des attentes différentes dans chacun des deux pays : la Colombie s'intéresse au renforcement des échanges, tandis que le Venezuela se préoccupe surtout de l'intégration énergétique, conformément à ses motivations géopolitiques.

Il y a une autre intégration cachée que nous appelons «du dessous» et qui prend forme sous des rapports économiques, sociaux et culturels. Des petites activités de commerce et de service ont lieu de manière informelle et illégale. Les acteurs en sont des gens ordinaires qui cherchent à survivre et réalisent différents types de travaux informels et illégaux, qui participent au processus d'intégration.

A présent nous proposons que l'intégration colombo-venezuelienne présente un axe des rapports qui prend forme à travers des petites pratiques à la limite de l'illégalité et de l'informalité. Celles-ci se caractérisent par leur développement dans l'enceinte frontalière. Les acteurs sont vus comme des problèmes à résoudre par les autorités. Pourtant, ils font partie du système d'intégration et rendent compte d'une trame complexe et riche qui nous montre un autre aspect de l'intégration locale-frontalière ou le dessous, invisible dans les discours officiels binationaux, mais bien visible sur le terrain.

3 L'état de l'intégration sous l'angle de la petite activité commerciale

Le travail de terrain a eu lieu dans les deux villages frontaliers qui font partie de la conurbation binationale Cúcuta-Villa del Rosario en Colombie et San Antonio et San Cristobal au Venezuela. Notre observation s'est concentrée spécifiquement entre le lieu appelé La Parada en Villa del Rosario et l'avenue Venezuela qui conduit vers le poste de la douane en San Antonio appelée le SENIAT.

² Un membre de la diplomatie de la guérilla de las FARC est capturé à la frontière par la police colombienne dans des faits pas tout à fait clairs, qui entraînent, de la part des autorités vénézuéliennes, des accusations de violation de la souveraineté de son territoire.



Entre Villa del Rosario et San Antonio se trouve le pont international Simón Bolívar, l'un des plus importants lieux de passage de transport de marchandises et des personnes. On estime le nombre de traversées quotidiennes à 30 000 voitures et à 20 000 personnes.

Dans le sens d'une entrée au Venezuela, ces nombreux passages de voitures ont pour conséquence une longue file d'attente, due au contrôle des véhicules, non systématique mais fréquent, par la police vénézuélienne connue sous le nom de « la *guardia* vénézuélienne ». Les personnes circulant à pied sans marchandises peuvent passer librement. Le parcours pour arriver à la SENIAT peut durer jusqu'à trois heures en fonction des opérations de sécurité effectuées. Il faut compter entre une demi-heure et une heure par véhicule en cas vérification minutieuse. La vérification des documents d'identité et des visas peut être très longue. Cela a lieu sous des températures allant jusqu'à 38 degrés.

L'état de l'intégration locale-frontalière peut s'observer à travers la face cachée des rapports binationaux faite par les gens ordinaires. Ils exercent des petites activités liées à une économie dite informelle dans le sens où elles ne sont pas réglementées par des normes légales. Ceux qui les réalisent n'ont pas de salaire stable ni de contrat de travail et la plupart du temps ne possèdent aucun type de sécurité sociale (santé, retraite).

Le secteur du commerce, des transports et des services est représenté dans l'enceinte frontalière binationale sous une forme ambulante et une autre stationnaire. Dans le secteur commercial on trouve les kiosques de change bolivar/peso, les petits marchands des produits alimentaires (gâteaux, jus, eau froide, brochettes de viande de bœuf, café, bonbons, limonade de *panela*) et des petits manufactures (sacs en plastique, housses pour les télécommandes, CD, cigarettes etc.) et les vendeurs d'essence provenant du Venezuela.

Dans le secteur des transports on trouve les moto-taxis et les voitures « pirates » ou sans permis pour faire du transport public. Dans le secteur services il y a les « *maleteros* » (porteurs de marchandise) et les vendeurs de « minutes » d'appels téléphoniques.

Les principales différences repérées en traversant la frontière se trouvent dans la manière de s'approprier l'espace dans lequel on exerce les activités, aussi bien que dans les activités dominantes d'un et d'autre côté. Dans La Parada, en Colombie, on trouve les activités « stationnaires » ancrées à des endroits stratégiques visibles, comme dans le cas des propriétaires de kiosque de change. En se rapprochant plus du pont il y a principalement les vendeurs des produits alimentaires et des manufactures « ambulants et stationnaires » et les commerçant d'essence. Les moto-taxis et les *maleteros* y sont aussi présents.

Du côté Vénézuélien les principales activités sont exercées par des vendeurs ambulants des produits alimentaires ainsi que les vendeurs de minutes téléphoniques. Le déroulement de ces activités se fait en dépendance directe de l'ouverture de la frontière car les gens qui la traversant constituent la source de revenus.

Ces différences sont en lien avec la façon dont les habitants se sont approprié les espaces, qui ne découle pas seulement des réglementations en vigueur, mais aussi par leur manière propre d'assumer l'intégration.



3.1. Deux activités principales : le change et le transport.

L'un des secteurs les plus visibles du côté colombien et qui a le plus de tradition est le change. L'institution des impôts et douanes nationales de Colombie possède un registre de 444 personnes exerçant cette activité à Cúcuta et Villa del Rosario. Ils représentent la deuxième population nationale de professionnels de change, après ceux de la ville capitale de Bogotá.

Leur travail est en lien direct avec l'intégration commerciale formelle. Pourtant, le volume des échanges quotidiens réalisés n'est disponible dans aucun registre officiel relevant des autorités monétaires nationales ou locales. On parle de façon non officielle d'échanges qui atteignent 300 000 dollars.

Si ces professionnels du change possèdent un carnet qui les autorise à travailler, leur lieu de travail (La Parada et le Pont Simón Bolívar) pose problème aux autorités parce qu'il est public. La norme colombienne interdit de monter des kiosques de change en dehors d'un établissement de commerce ou de proposer le change d'une façon ambulante. Il y a selon les chiffres officiels, 258 personnes exerçant cette activité d'une façon illégale.

Dans le secteur du transport on trouve deux modalités des services. L'une se fait avec les motos qui se proposent pour faire le taxi auprès des passagers voulant passer de Villa del Rosario jusqu'à San Antonio. Leur rapidité, économie et flexibilité des services leur donnent un avantage concurrentiel sur les systèmes de transports traditionnels dans la frontière.

Les embouteillages de plusieurs heures pour traverser la frontière font de cette modalité de transports la plus rapide. Le coût par course oscille entre 0.40 € et 1.60 € selon l'étendue du parcours et la modalité de service car le client peut demander de se faire attendre par les moto-taxi avant le trajet de retour. Ce service est sensiblement moins cher que dans les taxis traditionnels et est utilisé par des gens provenant de Cúcuta et Villa del Rosario.

Il y a une coopérative de transports qui est née avec 39 motos-taxis qui travaillent dès 6 heures du matin jusqu'au soir. Elle propose en plus des services de messagerie, de colis, et des enveloppes qui sont demandés par téléphone de l'un ou de l'autre pays. Ses revenus bruts oscillent entre 8 et 15 € par jour.

Du côté vénézuélien il est interdit de transporter un deuxième passager dans les motos et ils risquent de se faire enlever les motos par les autorités de transports du pays voisin.

Les principales différences repérées en traversant la frontière se trouvent dans la manière de s'approprier l'espace dans lequel on exerce les activités, aussi bien que dans les activités dominantes d'un et d'autre côté. Dans La Parada, en Colombie, on trouve les activités « stationnaires » ancrées dans des lieux stratégiques et visibles, comme dans le cas des propriétaires de kiosque de change. En se rapprochant du pont il y a principalement les vendeurs des produits alimentaires et des manufactures « ambulants et stationnaires » et les commerçants d'essence présents depuis 1983. Les moto-taxis et les maleteros sont aussi présents.

Du côté vénézuélien les principales activités sont exercées par des vendeurs ambulants des produits alimentaires ainsi que les vendeurs de minutes téléphoniques. L'activité de change est moins certaine et les services de transports se proposent ailleurs, sur les rues de



San Antonio, principalement aux environs de la place centrale. Les services de téléphone portable se font sur les principales rues de commerce du village et leur présence diminue en s'approchant de la frontière. Le déroulement de ces activités se fait en dépendance directe de l'ouverture de la frontière car les gens qui la traversant constituent la source de revenus.

4. Conclusions

A une petite échelle locale-frontalière, ces territoires possèdent un système humain d'intégration avec une histoire des rapports (sans légitimité) de trois décennies. Il y a une configuration d'interdépendances créées par des circuits de commerce et de services qui sont visibles pour les passeurs de la frontière.

Ils ne montrent pas seulement la façon de vivre des habitants d'une localité frontalière mais aussi ils permettent une lecture différente de l'état d'un phénomène qui, bien qu'il est constitué par des rapports à une échelle binationale est aussi constitué à sa base par des petites pratiques réalisées à l'intérieur de l'enceinte frontalière.

Ces activités appartiennent au secteur de l'économie informelle dans chaque pays et leur valorisation est délicate car la limite entre leurs aspects légaux et illégaux est souvent floue, et parfois différente selon le côté de la frontière où l'on se trouve. Plus difficile encore est le fait que les trois critères de repérage de l'informel qui ont été établis au début des années 1990, tels que la petite taille des activités, le non respect de la législation fiscale et sociale et une façon de produire non capitaliste (Laville et Cattani 2006) ne suffisent pas à donner une définition du secteur dans notre cas d'étude.

Pourtant l'existence des solidarités, des réseaux et des liens qui dans notre cas d'intégration deviennent informels et transfrontaliers, est bien réelle. L'une des grandes questions autour de ce sujet est aujourd'hui de savoir si l'on assiste à la naissance d'une autre logique économique et citoyenne, et dans notre cas, d'une intégration « autrement ».

En tout cas, cette intégration ne fait pas partie de l'agenda de la « grosse » intégration car elle est invisible mais elle constitue la base sociale qui, jour après jour, est la dimension cachée de l'intégration binationale colombo-vénézuelienne.



Bibliographie :

Livres :

- Laville J., Cattani A., (2006) : **Dictionnaire de l'autre économie**, Gallimard, Saint Amand, 720 p.
- Ramírez S., Cadenas J., (2006) : **Colombia-Venezuela Retos de la Convivencia**, Unibiblos, Bogotá, 413 p.
- Ramírez S., Cadenas J., (1999) : **Colombia-Venezuela Agenda Común para el siglo XXI**, Tercer Mundo S.A., Bogotá, 599 p.
- Ramírez S., Cadenas J., : **La Vecindad Colombia-Venezuela Imágenes y Realidades**, Nomos S.A., Bogotá, 447 p.
- Paulet J., (2005) : **Géographie Urbaine**, Armand Colin, 2^e édition, Paris, 342 p.

Références Internet:

- Informalidad Laboral en el Area Metropolitanan de Cali. 1995-1998. Disponible à l'adresse: <http://www.eumed.net/cursecon/ecolat/co/Informal.PDF> Accès 2007/10/01.
- Geografía Económica de la Comunidad Andina. Regiones : Nuevos Actores de la Integración. Disponible à l'adresse : http://www.comunidadandina.org/public/libro_32.htm Accès, 2007/05/01
- Venezuela y Colombia : Trabajo Infantil, Camino y Frontera. Disponible à l'adresse : http://bclmt.itcilo.org/db/Documents/data/file_7. Accès 2007/10/01